

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FEVRIER 2016

Convocation envoyée et affichée en mairie le 16 février 2016

L'an deux mil seize, le vingt-trois février à vingt heures trente, se sont réunis les membres du conseil municipal de la Commune de La Roche de Glun, régulièrement convoqué s'est réuni, salle du Conseil à la Mairie, lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Hervé CHABOUD, Maire.

Etaient présents : Mme BANKHALTER Catherine, Mme BONHOMME Stéphanie, Mme BRACHET Claudine, Mme Patricia CHARDON, Mme CHENE Martine, Mme DESBRUN Claudine, M. DUPLAT Dominique, M. FORIEL Bruno M. GOUNON Michel, M. GUERBY Pascal, Mme GUIBERT Frédérique, M. Guy-Pierre LUBRANO, M. OLLIER Jean-Pierre, M. PONSOT Pierre-Marie, Mme PONSONNET Ghislaine, M. Jacky PONTON, M. PRIMA Luc, M. RAGEAU Laurent, M. STRANGOLINO Patrick, M. Sophie VINOY.

Absents représentés : M. VALLON Chantal représentée par Mme PONSONNET Ghislaine  
M. MUTIN Gilles représenté par M. Jacky PONTON

Mme BONHOMME Stéphanie été désignée comme secrétaire de séance.

### **I – Présentation du CAUE et des modalités d'accompagnement de la commune envisagées pour l'élaboration d'un schéma de déplacement tous modes**

Préalablement à l'étude des points à l'ordre du jour, Mme Frédérique BOMPARD, adjoint de direction au CAUE et Mme Sandrine MOREL chargée de mission présenteront le CAUE la démarche proposée pour accompagner la commune.

Mme BOMPARD présente le CAUE, ses missions et rappelle les projets pour lesquels le CAUE est intervenu au cours des années passées (2007 - Etude de faisabilité pour l'extension de l'école primaire et 2013 - Etude faisabilité aménagement en bibliothèque de la maison Albert).

Elle indique que le montant de l'adhésion est variable selon le potentiel fiscal de la commune et que l'adhésion ouvre droit à 4 jours de travail inclus. Pour la mission d'accompagnement à l'élaboration d'un schéma de déplacement tous modes et d'aménagement induit des voiries et espaces publics, 10 jours de travail ont été estimés. Ainsi 6 jours à 418 € par jour, seront facturés en plus de l'adhésion. Ces 10 jours de pré diagnostic seront réalisés en partenariat avec les personnes compétentes de la commune et établis sur plusieurs mois. Ces 10 jours pourront être adaptés en plus ou en moins en fonction l'étude qui sera réalisée. Le CAUE assistera également la commune dans le choix des professionnels qui réaliseront le schéma de déplacement.

Une subvention pourra être sollicitée auprès du département.

### **II - Validation du compte-rendu du conseil municipal du 26 janvier 2016**

Le compte rendu de la réunion du conseil municipal du 26 janvier 2016 est approuvé à l'unanimité

M. Gounon demande que les comptes rendus du conseil municipal soit transmis par mail. Il est indiqué que l'ensemble des comptes rendus seront disponibles sur le site internet de la commune qui sera réouvert très prochainement.

### **III – Points à l'ordre du jour**

En préalable, M. le maire indique que le point sur les modifications du compte épargne temps est reporté à un prochain conseil municipal. En attente de l'avis du comité technique.

#### **10-2016 AUTORISATIONS DE SIGNER UNE CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉLABORATION D'UN SCHEMA DE DÉPLACEMENT TOUS MODES ET D'AMÉNAGEMENT INDUIT DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS AVEC LE CAUE.**

La Commune de La Roche-de-Glun souhaite établir un schéma de déplacement tous modes et d'aménagement induit des voies et espaces publics du bourg.

S'appuyant sur une réflexion globale, ce schéma doit répondre aux enjeux exprimés dans le PADD :

- limiter les déplacements automobiles dans le centre ancien,
- améliorer les circulations des piétons et des cycles dans un usage quotidien,
- améliorer les relations inter-quartiers en limitant les effets de coupure notamment ceux liés aux infrastructures routières à fort trafic,
- hiérarchiser le stationnement dans le centre historique.

Quelques principes ont déjà été exprimés dans le PADD, en particulier :

- renforcer les liaisons Est-Ouest au Sud de l'avenue des Cévennes, notamment entre la rue du stade et la rue de Crussol ;
- rendre plus paisibles les voies structurantes supports des circulations de transit. Cela concerne plus particulièrement le réaménagement de la rue du stade ;

- organiser un parcours de liaisons douces sécurisées et attractives entre les pôles d'équipement et de loisir, le centre bourg et les quartiers résidentiels. Une hypothèse de parcours piétons et cycles a été imaginée pour mettre en lien la plaine St Georges valorisée en espace de détente, le centre historique, le circuit pédestre du tour de l'Île et la ViaRhôna ;
- développer une nouvelle offre en stationnement directement reliée au centre historique de façon à dégager les espaces publics. Le redéploiement de l'offre en stationnements permettra de réduire la place de la voiture dans les espaces centraux et de réinvestir les lieux collectifs en rendant leur fréquentation plus agréable.

D'autre part, la Commune a projeté de mettre en œuvre l'aménagement de la rue du Canal en 2017. Ce chantier constituera la première concrétisation du schéma.

Dans ce contexte, la commune de La Roche-de-Glun a choisi de confier une mission d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage au CAUE.

La mission du CAUE aux côtés des élus consistera à préparer et suivre l'étude qui sera menée par l'équipe de professionnels. Elle comprendra :

1. l'élaboration en concertation avec les élus, du cahier des charges de la mission à confier. Cet élément de mission du CAUE intégrera notamment un premier diagnostic sur les déplacements : repérage de la structure viaire, état des lieux sur les usages et fonctionnements, identification des besoins et contraintes... Il s'agira également de définir les objectifs de la mission, son périmètre d'intervention et son contenu. Cette principale phase de travail du CAUE comporte une analyse de terrain, une expertise technique et la participation à des réunions d'échange et de validation avec les élus ;
2. l'assistance dans la procédure de choix et de désignation de l'équipe de professionnels à qui sera confiée la mission, dans le respect du Code des Marchés Publics (rédaction des pièces de la consultation, appui à l'analyse des candidatures et des offres, rédaction des comptes rendus) ;
3. le suivi du déroulement de la première phase de la mission menée par l'équipe de professionnels pour l'élaboration du schéma de déplacements : expertise technique dans un souci de réponse cohérente et qualitative au contexte et aux objectifs énoncés dans le cahier des charges.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal autorise le maire à signer cette convention et de prévoir l'inscription des crédits nécessaires à l'exécution de cette mission au budget 2016.

Le montant global de la mission est de 4670 €.

#### **11-2016 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE – DÉPARTEMENT DE LA DRÔME.**

M. le Maire, explique qu'il convient de demander une subvention au titre des amendes de police 2016 pour permettre le renforcement de signalisation et d'équipement afin de sécuriser certains endroits dangereux de la commune notamment le passage piéton de l'avenue des Cévennes.

M. le Maire demande l'autorisation au Conseil Municipal de demander une subvention pour ces aménagements au titre de la répartition des amendes de police 2016 pour un montant de 5334 € HT

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le Conseil municipal autorise le Maire à demander une subvention au titre de la répartition des amendes de police 2016 permettre le renforcement de signalisation et d'équipement afin de sécuriser certains endroits dangereux de la commune pour un montant de 5334 € HT.

Les 5334 € HT correspondent à :

- 24 panneaux de signalisation pour 3891.96 TTC,
- 1 panneau clignotant signalant un passage piéton rue des Cévennes.
- 3 panneaux d'entrée de ville pour signaler l'adhésion de la commune à l'opération voisin vigilant.

#### **12-2016 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION À L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL - 2016 – RÉFECTION DE LA TOITURE DE LA BIBLIOTHÈQUE**

Le Maire indique au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir la réfection de la toiture de la Tour Diane de Poitiers.

La circulaire de Monsieur le Préfet relative à la dotation de soutien à l'investissement public local - Exercice 2016 - indique que les opérations relatives à la rénovation thermique visant à diminuer leur consommation énergétique sont susceptibles d'être éligible à cette dotation.

M. le Maire propose au conseil municipal d'adopter l'opération « Réfection toiture et changement fenêtre de toit de la bibliothèque et de valider le plan de financement de l'opération telle que présentée ci-après et de l'autoriser à déposer un dossier de demande auprès de M. le Préfet.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve ce plan de financement et autorise M. le Maire à déposer une demande de dotation de soutien à l'investissement public local au titre de l'année 2016 pour un montant de 9 575 € HT.

**13-2016 - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION À L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL - 2016 - RÉNOVATION THERMIQUE - CHANGEMENT DES HUISSIERES DE L'ÉCOLE MATERNELLE DE LA ROCHE DE GLUN**

Le Maire indique au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir le changement des huisseries de l'école maternelle de La Roche de Glun.

La circulaire de Monsieur le Préfet relative à la dotation de soutien à l'investissement public local - Exercice 2016 - indique que les opérations relatives à la rénovation thermique visant à diminuer leur consommation énergétique sont susceptibles d'être éligible à cette dotation.

M. le Maire propose au conseil municipal d'adopter l'opération « Changement des huisseries de l'école maternelle de La Roche de Glun » et de valider le plan de financement de l'opération telle que présentée ci-après et de l'autoriser à déposer un dossier de demande auprès de M. le Préfet.

Dépenses TTC		Recettes TTC	
Type de travaux	Montant €	Co financeurs	Montant €
Changement des huisseries école maternelle	37 340.46 €	Etat - fond de soutien à l'investissement local	6 223,41 €
		Commune de La Roche de Glun	31 117,05 €
Total	<b>37 340,46 €</b>	Total	<b>37 340,46 €</b>

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve ce plan de financement et autorise M. le Maire à déposer une demande de dotation de soutien à l'investissement public local au titre de l'année 2016 pour un montant de 31 117,05 € HT.

**14-2016 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION À L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL - 2016 – MISE AUX NORMES DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS – MISE EN ACCESSIBILITÉ DE BÂTIMENTS COMMUNAUX : MILLE CLUB, HALLE DES SPORTS, TOUR DE DIANE ET EGLISE.**

Le Maire indique au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir la réalisation des travaux de mise en accessibilité de la salle du Mille Club, de la Halle des sports, de la Tour Diane de Poitier et de l'église.

La circulaire de Monsieur le Préfet relative à la dotation de soutien à l'investissement public local - Exercice 2016 - indique que les opérations relatives à la mise aux normes des équipements publics sont susceptibles d'être éligible à cette dotation.

M. le Maire propose au conseil municipal d'adopter l'opération « Mise en accessibilité des bâtiments communaux : Mille Club, Halle des sports, Tour de Diane et Eglise » et de valider le plan de financement de l'opération telle que présentée ci-après et de l'autoriser à déposer un dossier de demande auprès de M. le Préfet.

Dépenses TTC		Recettes TTC	
Type de travaux	Montant €	Co financeurs	Montant €
Mise en accessibilité de la salle du Mille Club, de la halle des sports de la Tour Diane de Poitier et de l'église.	16 296 €	Etat - fond de soutien à l'investissement local	2 716 €
		Commune de La Roche de Glun	13 580 €
Total	<b>16 296 €</b>	Total	<b>16 296 €</b>

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve ce plan de financement et autorise M. le Maire à déposer une demande de dotation de soutien à l'investissement public local au titre de l'année 2016 pour un montant de 13 580 € HT.

**15-2016 - SUPPRESSION DE 5 POSTES DE LA FILIÈRE CULTURELLE DU CADRE D'EMPLOI DES ASSISTANTS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE**

Monsieur le Maire rappelle que lors du conseil municipal du 13 octobre 2015 la fermeture de l'école de musique a été abordée. M. le Maire indique s'était engagé à saisir le Comité Technique placé auprès du centre de gestion de la Drôme sur la fermeture de l'école de musique et la suppression de 5 postes de la filière culturelle du cadre d'emploi des assistants d'enseignement artistique que cela induit.

Considérant les éléments rappelés lors du conseil municipal du 13 octobre 2015,  
Vu les avis du Comité Technique émis lors des séances du 14 décembre 2015 et du 5 janvier 2016.  
(Les représentant du personnel ont émis un avis défavorable, les représentants des collectivités un avis favorable lors des deux séances).

Il est demandé au conseil municipal

- de statuer sur la fermeture de l'école municipale de musique à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016,
- de supprimer les 5 emplois suivants affectés à ce service à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016,
  - ✓ 1 emploi d'Assistant d'enseignement artistique à temps non complet : 12,06 heures hebdomadaires
  - ✓ 1 emploi d'Assistant d'enseignement artistique à temps non complet : 8,25 heures hebdomadaires
  - ✓ 1 emploi d'Assistant d'enseignement artistique à temps non complet : 2.84 heures hebdomadaires
  - ✓ 1 emploi d'Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet : 12 heures hebdomadaires
  - ✓ 1 emploi d'Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet : 3 heures hebdomadaires
- de mettre à jour le tableau des effectifs de la commune.

Après en avoir délibéré à la majorité (16 pour et 7 abstention), le conseil municipal approuve la fermeture de l'école municipale de musique et la suppression des 5 emplois du cadre d'emploi des assistants d'enseignement artistique affectés à ce service à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

M. Le maire indique que dans le département de la Drôme la situation juridique des écoles de musique est diverses. 14 sont associatives, 8 gérés par des collectivités locales et 6 par l'Etat. M. le maire indique que Mme le maire de Pont de l'Isère a indiqué qu'elle était favorable à la création d'une association entre les deux communes.

**16-2016 – RACCORDEMENT AU RÉSEAU BT POUR ALIMENTER LA CONSTRUCTION DE M. PASCAL ROYOL SITUÉ CHEMIN DE CHABALET À PARTIR DU POSTE CHABALET**

Monsieur le Maire expose qu'à sa demande, le Syndicat Départemental d'Energie de la Drôme a étudié un projet de développement du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune, aux caractéristiques techniques et financières suivantes :

**Opération : Electrification – Raccordement au réseau BT pour alimenter la construction de M. Pascal ROYOL situé chemin de Chabalet, à partir du poste Chabalet.**

Dépense prévisionnelle HT	2 938,65 €
Dont frais de gestion HT : 139.94 €	
Plan de financement prévisionnel :	
- Financements mobilisés par le SDED HT :	891.07 €
- Participation communale :	2 047,58 €

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal

- approuve le projet établi par le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, maître d'ouvrage de l'opération, conformément à ses statuts et à la convention de concession entre le SDED et EDF.
- approuve le plan de financement ci-dessus détaillé. La part syndicale finale sera ajustée en fonction du décompte définitif des travaux et du taux effectif de l'actualisation. Dans le cas où le décompte excéderait la dépense prévisionnelle indiquée ci-dessus, la commune s'engage à verser le complément de participation nécessaire pour respecter les pourcentages de financement indiqué ci-dessus.
- décide de financer comme suit à la part communale : participation sur fonds propre et re facturation au pétitionnaire. Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2016.
- s'engage à ce que la commune verse sa participation dès réception du titre de recette émis par le Receveur d'Energie SDED.

- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette décision et à la bonne gestion technique, administrative et comptable de ce dossier.

### **QUESTIONS DIVERSES**

**Devenir du camping** : M. le maire indique qu'une chaîne de camping a été rencontrée. (Flower) Le camping dispose de trop peu d'emplacement pour être intéressant. Un aménagement en aire pour camping-car est à l'étude. Les travaux d'aménagement seraient à la charge de l'aménageur, la commune recevrait un loyer correspondant à 10 % des recettes soit 2000 € minimum/an.

Le maintien du camping nécessite un nombre d'heure important de temps agent (plus de 2600 heures) car il faut une présence 24h/24 en raison du risque inondation (exigence de la commission de sécurité).

M. Strangolino suggère d'étendre le terrain de camping sur la piscine.

**Décision n°09/2015** – Signature du marché n° 2015-06 relatif à la location et la maintenance de deux photocopieurs pour la mairie avec l'entreprise PRINT' 07 pour un montant total annuel de 3106 € HT.

La séance est levée à 22 h 40